

Étude Spéciale

354

Mars 2024



La guerre Russie-Ukraine: Conséquences pour l'Afrique

OVIGWE EGUEGU

Perspectives africaines
Réflexion globale

 DEVELOPMENT
REIMAGINED

SAIA  90  EST.1934

Résumé

Cette étude analyse les perspectives africaines sur l'invasion russe de l'Ukraine en 2022 et ses conséquences sur la sécurité humaine, la géoéconomie, l'énergie et la politique sécuritaire en Afrique. L'évolution des relations énergétiques et sécuritaires entre les pays africains et l'Europe y est également abordée. L'étude montre que l'invasion est considérée à la fois comme une conséquence et un moteur de la concurrence entre les grandes puissances et que les gouvernements africains ont des réponses divergentes au conflit. Les grandes puissances, qui se disputent l'influence en Afrique, doivent comprendre le contexte africain. En revanche, les pays africains devraient élaborer des politiques étrangères fondées sur des principes qui leur permettent de travailler avec les puissances concurrentes pour défendre leurs intérêts nationaux et régionaux, tout en maximisant leur potentiel pour empêcher l'escalade de la rivalité entre elles vers une guerre froide ou une guerre totale.

Introduction

L'invasion de la Russie en 2022 est sans doute l'un des événements géopolitiques les plus importants de l'après-guerre froide. L'incidence de cette guerre, toujours en cours, façonne déjà l'avenir. Elle a accéléré la concurrence entre les grandes puissances et provoqué des perturbations majeures dans les corridors commerciaux internationaux, les investissements mondiaux, les partenariats énergétiques et les chaînes d'approvisionnement.

Après des mois de recul, l'Ukraine, avec le soutien des alliés euro-atlantiques, a lancé une contre-offensive militaire à la fin de l'année 2022, avec un succès considérable. En janvier 2023, l'Allemagne et les États-Unis ont décidé d'envoyer des chars de combat à l'Ukraine. Tous les pays du monde se préparent à une guerre prolongée. Derrière tous les grands titres éphémères, les cartes globales du commerce mondial, des investissements et de l'énergie sont adaptées aux intérêts géopolitiques des puissances suffisamment influentes. Comme le dit le proverbe, il ne faut jamais gaspiller une crise ; ce raisonnement veut dire que les moments tumultueux sont des moments opportuns pour faire des profits.

La position « divisée » de l'Afrique relative à l'invasion a fait l'objet de nombreux débats, tout comme son exposition aux crises alimentaires et énergétiques. Mais pour l'Afrique, les conséquences sont toujours en train de se cristalliser et semblent aller bien au-delà de l'alimentation et de l'énergie. L'invasion de l'Ukraine par la Russie est considérée comme la principale poudrière d'un monde qui sombre rapidement dans la guerre froide. Cela n'a pas échappé à l'Afrique. Dans son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) de 2022, le président de l'Union africaine (UA) Macky Sall a souligné que « l'Afrique a suffisamment souffert du poids de l'histoire ; elle ne veut pas être le terreau d'une nouvelle guerre froide, mais plutôt un pôle de stabilité et d'opportunités ouvert à tous ses partenaires, sur une base mutuellement bénéfique¹ ».

L'Afrique a suffisamment souffert du poids de l'histoire ; elle ne veut pas être le terreau d'une nouvelle guerre froide, mais plutôt un pôle de stabilité et d'opportunités ouvert à tous ses partenaires, sur une base mutuellement bénéfique

Nous évaluons, dans cet article, le contexte précédant l'invasion et nous analysons les positions de l'Afrique sur les premières résolutions de l'AGNU relatives à l'invasion russe afin

¹ *AU, 77th Session of the United Nations General Assembly address by H.E. Macky Sall, President of the Republic of Senegal, Current Chairman of the African Union, 20 septembre 2022.*

de donner un aperçu des perspectives africaines. L'approfondissement des conséquences de l'invasion pour l'Afrique se fait en trois parties : la sécurité humaine, la politique sécuritaire, l'énergie et la géoéconomie. Enfin, nous plaidons en faveur d'une politique étrangère tenant compte des risques, aux limites et aux opportunités que présente la politique des grandes puissances.

Comment le contexte précédant l'invasion de l'Ukraine par la Russie a façonné les perspectives africaines

La réticence de nombreux pays africains à s'aligner sur l'Occident dans la guerre en Ukraine était prévisible pour plusieurs raisons. La guerre est perçue sous l'angle de la concurrence entre les grandes puissances, la Russie et l'axe euro-atlantique plutôt qu'une guerre entre la Russie et l'Ukraine. Les pays sont donc plus susceptibles de se replier sur le non-alignement. Toutefois, deux éléments clés méritent d'être soulignés. Premièrement l'héritage de l'OTAN en Afrique a suscité une certaine antipathie à l'égard de la position de l'Occident dans une guerre dont certains considèrent l'expansion de l'OTAN comme l'une des causes. Deuxièmement, la perte de confiance dans le leadership occidental pendant la pandémie de COVID-19.

L'intervention controversée de l'OTAN en Libye en 2011 a façonné la vision de l'Alliance qu'ont les dirigeants africains, et cela s'est répercuté sur les perspectives africaines dans le contexte de l'Ukraine. Les détracteurs de l'UA affirment que l'organisation n'a pas agi de manière décisive pour protéger les Libyens que l'on estimait en danger sous le régime de Kadhafi. Mais ce point de vue ne tient pas compte des diverses tentatives manifestes de l'UA pour trouver une solution politique et non militaire au conflit en Libye.

En mars 2011, l'UA a informé l'OTAN qu'un comité ad hoc composé de dirigeants du Congo, du Mali, de la Mauritanie, de l'Afrique du Sud et de l'Ouganda s'envolerait de Nouakchott, en Mauritanie, vers Tripoli pour dialoguer avec Kadhafi. L'OTAN a répondu que la sécurité du vol ne pouvait pas être assurée en raison de l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne. Le fait qu'on ait refusé à une délégation multinationale de dirigeants africains, cherchant des solutions diplomatiques à un conflit africain, la courtoisie de retarder le début de la zone d'exclusion aérienne, a été interprété comme un mépris de l'autorité de l'Afrique sur ses propres affaires.²

Le président de l'UA, Teodoro Obiang Nguema, a ensuite condamné les interventions militaires en Libye, soulignant que l'Afrique devait être autorisée à gérer ses propres affaires.

² France24, "African leaders head to Libya to demand ceasefire", *France24*, 9 avril 2011, consulté le 12 février 2023, <https://www.france24.com/en/20110409-african-union-leaders-libya-demand-cessfire-gaddafi-rebels-talks-zuma-tripoli-benghazi>.

Peu de temps après, un comité de haut niveau de l'UA, dirigé par le président sud-africain de l'époque, Jacob Zuma, a finalement reçu l'autorisation de l'OTAN d'entrer en Libye pour tenir des réunions séparées avec Kadhafi et les chefs rebelles et exiger un cessez-le-feu immédiat³.

La marginalisation de l'Afrique et de l'UA par l'Occident en Libye n'était pas qu'une caractéristique du contexte d'avant la guerre mais elle était aussi évidente dans les efforts de paix, à la grande frustration des dirigeants africains. En février 2020, le président ougandais, Yoweri Museveni, a déclaré à la BBC que le président du Congo-Brazzaville, Denis Sassou Nguesso, avait été invité à la « dernière minute » au sommet de Berlin qui s'était tenu le mois précédent « pour montrer que l'Afrique était également impliquée⁴ ».

L'héritage de l'OTAN en Libye n'est pas seulement emblématique du manque de respect « euro-américain » pour les initiatives africaines en matière de sécurité internationale, mais le chaos laissé en Libye a également façonné les attitudes africaines à l'égard de l'OTAN. Et dans la guerre en Ukraine, où l'expansion de l'OTAN est vue comme un facteur, il n'est pas étonnant que les Africains soient défavorables à sa position.

Le président Cyril Ramaphosa a déclaré, dans son discours devant le parlement sud-africain, en mars 2022 : « La guerre aurait pu être évitée si l'OTAN avait tenu compte des avertissements lancés par ses propres dirigeants et fonctionnaires au fil du temps, selon lesquels son expansion vers l'Est accroîtrait plutôt que diminuerait l'instabilité dans la région⁵. »

Si la débâcle libyenne a remis en question le leadership occidental, la gestion de la crise sanitaire de 2020 par l'Occident – même au sein de ses propres pays – a montré son incapacité à résoudre des problèmes mondiaux complexes. Le COVID-19 a mis en évidence des déficiences systémiques locales et internationales. Pendant longtemps la faible capacité étatique des pays africains s'est traduite par une forte dépendance à l'égard des partenariats mondiaux pour faire face aux chocs. Pourtant pendant la crise sanitaire de 2020, les pays, même en Afrique, ont pris des mesures proactives pour protéger leurs citoyens. Alors que les gouvernements africains luttent contre les lacunes de leurs propres infrastructures de santé publique, la politisation du virus a paralysé une action multilatérale pourtant indispensable.

Rien n'illustre mieux l'échec du leadership occidental que la délivrance des vaccins. Lorsque les vaccins ont fini par être disponibles, les pays occidentaux les ont accaparés. En Afrique du Sud, l'une des rares installations de production de vaccins en Afrique a exporté des vaccins vers l'Europe, malgré les taux de vaccination très bas en Afrique⁶,

3 France24, "African leaders head to Libya".

4 Farouk Chothia, "How Africa has been frozen out of Libya peace efforts", *BBC*, 4 février 2020, consulté le 12 février 2023, <https://www.bbc.com/news/world-africa-51293355>.

5 Al Jazeera, "S Africa's Ramaphosa: NATO to blame for Russia's war in Ukraine", *Al Jazeera* 18 mars 2022, consulté le 12 février 2023, <https://www.aljazeera.com/news/2022/3/18/update-1-s-africas-ramaphosa-blames-nato-for-russias-war-in-ukraine>.

6 "Africa is Bringing Vaccine Manufacturing Home", *Nature*, 9 février 2022.

réduisant à néant tout sentiment de solidarité et révélant le caractère unilatéral de la relation entre l'Afrique et l'Occident.

Rien n'illustre mieux l'échec du leadership occidental que la délivrance des vaccins. Lorsqu'ils ont fini par être disponibles, les pays occidentaux les ont accaparés

Les pays africains ont reçu une aide matérielle importante de la part des États-Unis, de l'UE et de plusieurs pays européens pendant la pandémie. Toutefois, le soutien de l'Occident et une expression appréciable de sa préoccupation à l'égard de la situation en Afrique étaient à la traîne derrière l'intervention de la Chine, plus orientée vers l'action, sous la forme de la fourniture de biens publics. Pékin a également pesé de tout son poids diplomatique et économique sur les initiatives africaines et des pays du Sud visant à trouver des solutions à long terme.

L'engagement, certes notable, de l'Occident face aux problèmes africains récurrents suscitant un regain d'attention pendant la pandémie – faible capacité de production, manque d'infrastructures de santé publique, déficiences gouvernementales et contraintes systémiques, comme les règles de propriété intellectuelle – a été insuffisant par rapport à celui des pays du Sud. Deux exemples significatifs de la pandémie illustrent comment la Chine et les pays du Sud ont pris le pas sur l'Occident en termes d'appui à l'Afrique.

En 2020, l'Inde et l'Afrique du Sud ont proposé une suspension temporaire de l'Accord des droits de propriété qui touchent au commerce (ADPIC) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour les vaccins contre le COVID-19 afin de remédier à l'inégalité en matière de vaccins en supprimant les obstacles à la protection de la propriété intellectuelle, empêchant la fabrication de vaccins bon marché dans et pour les pays en développement. Bien que la Chine n'ait pas parrainé l'initiative, Pékin l'a soutenue de tout son poids. Le soutien de l'Occident a été faible, même si Biden a approuvé la dérogation en 2021. L'UE, toutefois, s'est constamment opposée à la proposition⁷. Lorsqu'une dérogation aux ADPIC sur les vaccins COVID-19 a finalement vu le jour en juin 2022, elle a suscité des critiques dans le monde entier, la qualifiant de « trop peu, trop tard », une trahison de l'UE à l'égard des pays du Sud⁸, et elle ne représentait « plus une dérogation aux ADPIC » puisque « l'Afrique du Sud et l'Inde avaient proposé une dérogation plus complète » en 2020⁹.

7 Human Rights Watch, ["Seven Reasons the EU is Wrong to Oppose the TRIPS Waiver"](#), 3 juin 2021.

8 Corporate Europe Observatory, ["TRIPS 'Waiver Failure': EU Betrayal of Global South on Vaccine Access Obscured by Lack of Transparency"](#), 8 juillet 2022.

9 Corporate Europe Observatory, ["TRIPS 'Waiver Failure'"](#).

Alors que la question de la dérogation aux ADPIC pour les vaccins COVID-19 retenait l'attention des médias, un projet non moins important pour la santé publique en Afrique était en cours dans la banlieue d'Addis-Abeba, au milieu des inquiétudes des capitales occidentales. La construction du nouveau siège des Centres africains du contrôle et de la prévention des maladies, d'une valeur de 80 millions de dollars, était autrefois un projet de collaboration entre les États-Unis et la Chine. En janvier 2023, le ministre chinois des Affaires étrangères, Qin Gang, et le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, inauguraient le projet dans la capitale éthiopienne¹⁰.

Le fait que l'Afrique et la Chine aient mené à bien le projet sans les États-Unis montre que l'Afrique ne doit pas compter uniquement sur l'aide occidentale. Même si les mauvais traitements infligés aux Africains à Guangzhou ont entaché les relations entre l'Afrique et la Chine, la crise du COVID-19 a été pour la Chine l'occasion de jouer un rôle de premier plan au niveau mondial et Pékin a excellé, du moins aux yeux des Africains¹¹.

Bien que la Chine ait fourni l'infrastructure physique des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies, il serait hâtif d'affirmer que les États-Unis se retirent de la coopération sanitaire avec l'Afrique ou que l'Afrique choisit la coopération avec la Chine plutôt qu'avec les États-Unis. La réalité est que le partenariat USA-Afrique est ancien et solide et couvre des questions actuelles qui vont de la production du vaccin COVID-19 à des problèmes plus chroniques comme le VIH/Sida et le paludisme¹².

Ce serait hâtif d'affirmer que les États-Unis se retirent de la coopération sanitaire avec l'Afrique, ou que l'Afrique choisit la coopération avec la Chine plutôt qu'avec les États-Unis

En tant que tel, le partenariat avec les États-Unis, la Chine et l'UE sera crucial pour que les Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies aient une incidence maximale sur la santé publique en Afrique. C'est encore une autre raison pour laquelle il est dans l'intérêt des pays africains de ne pas s'aligner sur une seule partie mais de maximiser la coopération avec toutes les parties pour répondre à leurs besoins en matière de développement et de sécurité.

10 AU, "China Foreign Affairs Minister H.E Mr. Qin Gang Visits the AU and Takes Part in the Inauguration of the New Headquarters of the Africa Center for Disease Control and Prevention (Africa CDC)", 12 janvier.

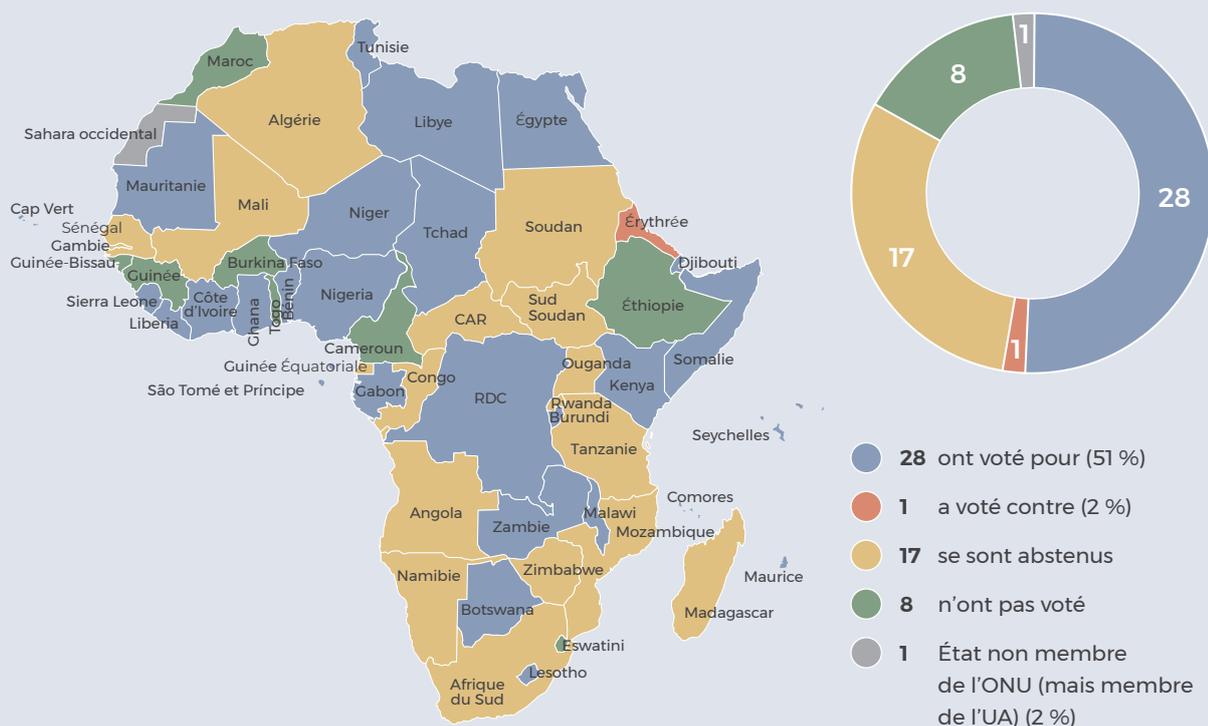
11 Paul Tembe, "China's Leadership During the Covid-19 Crisis has Been Exemplary", *Independent Online*, 19 juin 2020.

12 US Embassy to Angola and Sao Tome and Principe "Fact Sheet: U.S.-Africa Partnership in Health Cooperation", 14 décembre, 2022

La réponse de l'Afrique à l'invasion russe de l'Ukraine

Occupant le plus grand nombre de sièges à l'AGNU, soit près de 28 % de l'ensemble des membres de l'ONU (54 sur 193), l'Afrique est sous les feux de la rampe chaque fois qu'il y a un problème mondial litigieux, comme l'invasion de l'Ukraine par la Russie¹³. Il y a eu six résolutions de l'AGNU jusqu'à présent, cinq en 2022 et une le 23 février 2023, et la façon dont les pays ont voté sur les résolutions montrent ce qu'ils pensent de cette crise. L'idée que les pays qui ont voté contre les résolutions condamnant la Russie ou se sont abstenus soutiennent la Russie, tandis que ceux qui ont voté en faveur des résolutions soutiennent l'Ukraine et la position de l'Occident, est simpliste. Les pays africains en particulier ont réagi de manière nuancée.

Figure 1 Le vote des pays africains sur la résolution de l'AGNU « Agression contre l'Ukraine » (2022)



Source : UNGA, Resolution "Aggression against Ukraine" 2 mars 2022

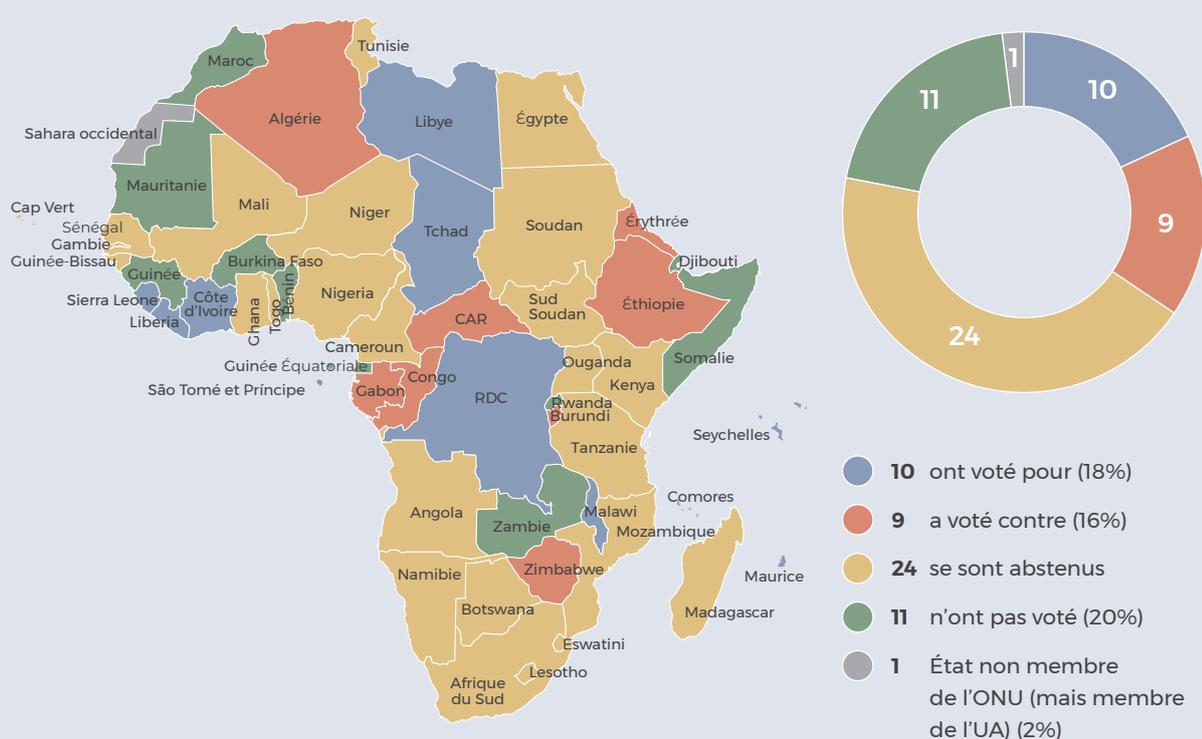
13 Gustavo de Carvalho et Daniel Forti, "How Can African States Become More Influential in the UN Security Council?", IPI Global Observatory, 12 mars 2020.

La première résolution de l'AGNU adoptée le 2 mars 2022, intitulée « Agression contre l'Ukraine » (Figure 1), visait à condamner la Russie, à invoquer l'autorité morale de la communauté internationale et à exercer une pression diplomatique sur le gouvernement russe à la suite de l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022¹⁴. Un total de 141 membres de l'ONU ont voté en faveur de la résolution. Les gouvernements africains étaient divisés, avec 28 pays qui ont voté en faveur de la résolution, 17 qui se sont abstenus pour diverses raisons et 8 pays qui étaient absents. L'Érythrée est le seul pays africain à avoir voté contre la résolution.

Le deuxième vote, le 24 mars, sur la résolution blâmant la Russie pour la crise humanitaire en Ukraine, a été approuvé par 28 pays, avec 19 abstentions et 1 vote contre.

Le 7 avril 2022, l'AGNU a voté une résolution intitulée « Suspension des droits de participation de la Fédération de Russie au Conseil des droits de l'homme » (Figure 2). De toutes les résolutions de 2022, c'est celle qui a reçu le moins de soutien de la part des pays africains. Seuls 10 pays africains ont voté en faveur de la résolution, 24 se sont abstenus et 11 étaient absents.

Figure 2 Le vote de l'Afrique sur la résolution de l'AGNU « Suspension des droits des membres de la Fédération de Russie au Conseil des droits de l'homme »

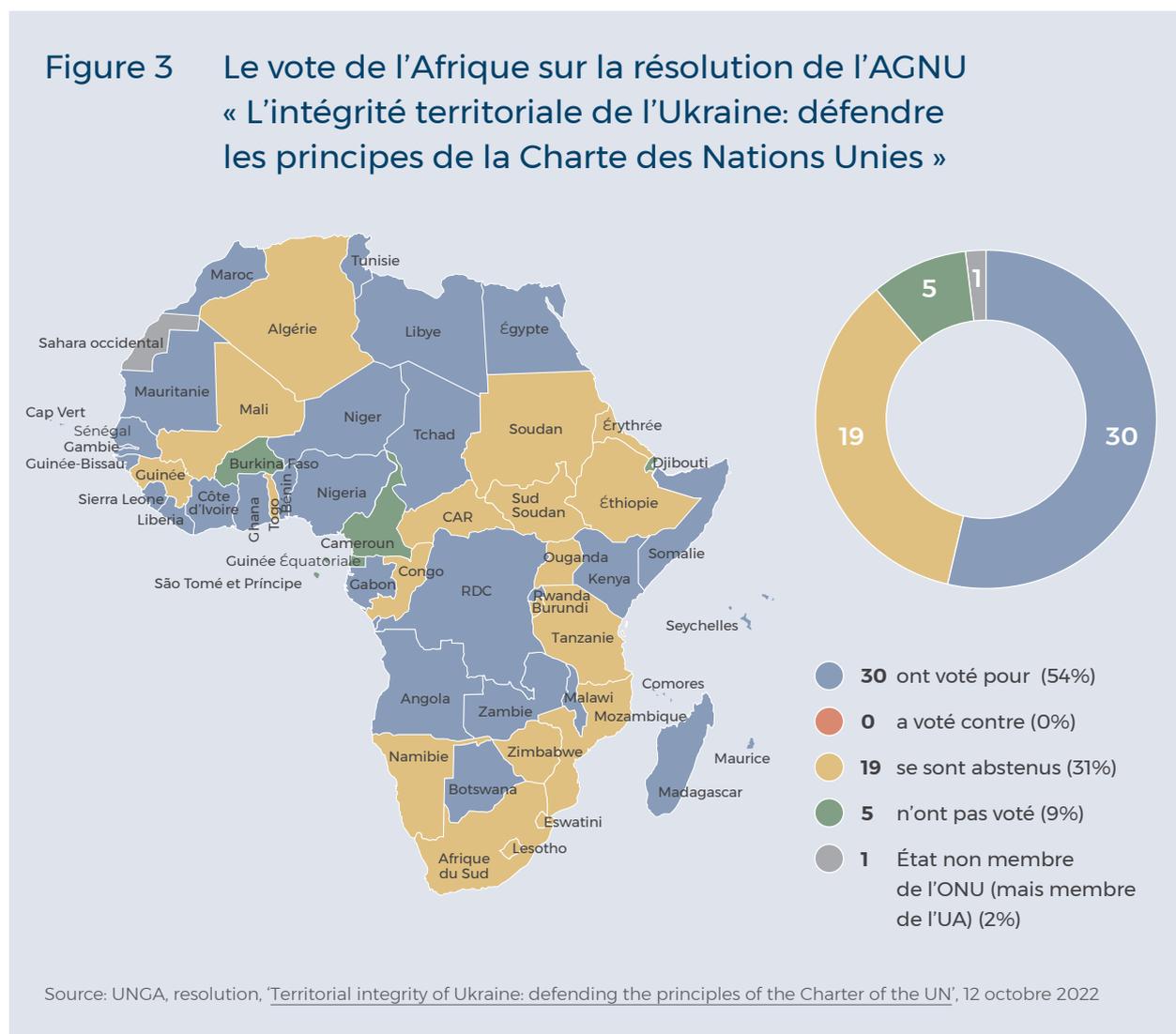


Source : UNGA, résolution, 'Suspension of the rights of membership of the Russian Federation in the Human Rights Council', 7 avril 2022

14 UNGA, "Aggression Against Ukraine", Resolution A/RES/ES-11/1.

Le 12 octobre 2022, l'AGNU a adopté une nouvelle résolution intitulée « Intégrité territoriale de l'Ukraine : défendre les principes de la Charte des Nations Unies » (Figure 3). Le vote a condamné la « tentative illégale » de l'annexion par la Russie des quatre oblasts de l'Ukraine et réaffirmé la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de cette dernière au sein de frontières internationalement reconnues. Cette résolution a reçu plus de soutien de la part des États membres africains que toutes les résolutions précédentes. 28 pays africains ont voté en faveur de la résolution et aucun pays n'a voté contre.

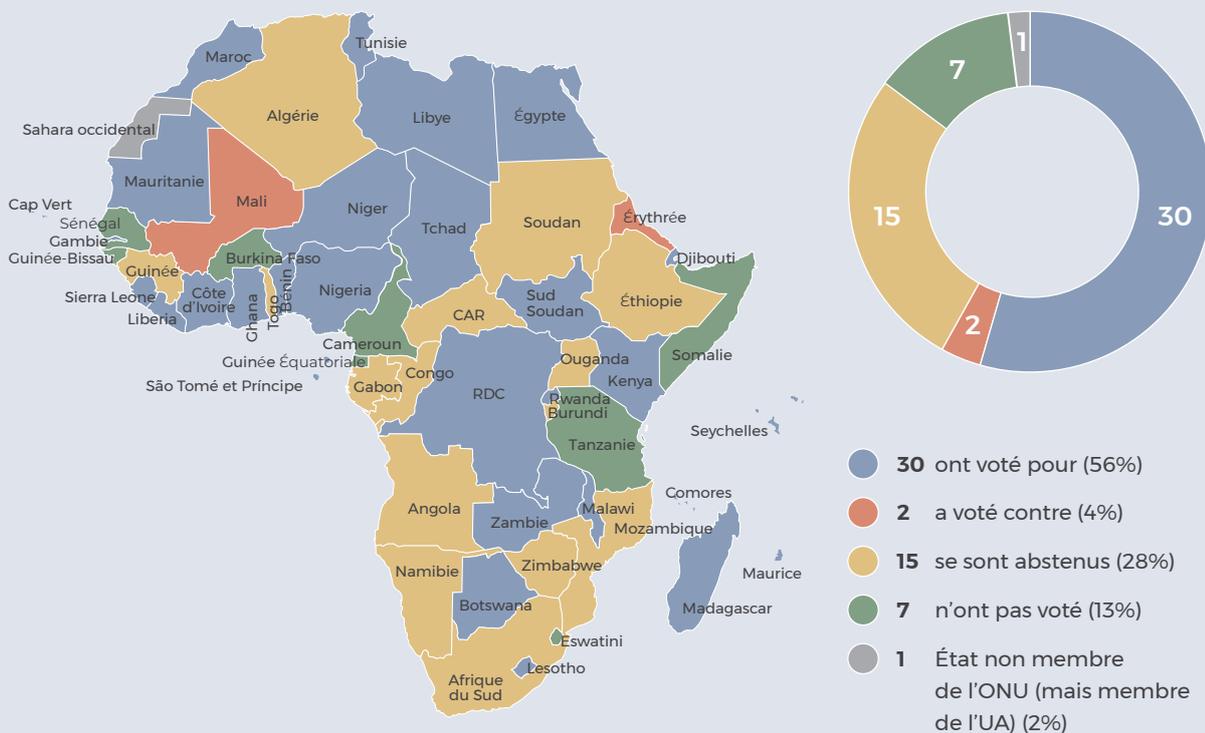
Figure 3 Le vote de l'Afrique sur la résolution de l'AGNU « L'intégrité territoriale de l'Ukraine: défendre les principes de la Charte des Nations Unies »



Le cinquième vote sur la guerre en Ukraine a eu lieu le 14 novembre 2022, la résolution demandait à la Russie de payer des réparations pour les destructions causées par son invasion de l'Ukraine. Comme pour la troisième résolution, celle-ci n'a pas reçu beaucoup d'approbation de la part de l'Afrique. Seuls 15 pays africains l'ont approuvée, 27 se sont abstenus et cinq ont voté contre.

La résolution la plus récente, adoptée le 23 février 2023, était intitulée « Principes des Nations Unies qui sous-tendent une paix globale, juste et durable en Ukraine » (Figure 4). Elle souligne le respect de la souveraineté et de l'indépendance territoriale de l'Ukraine et insiste fortement sur la nécessité d'une paix juste et durable. De toutes les résolutions adoptées à ce jour par l'AGNU, c'est celle qui a reçu le plus de soutien de la part de l'Afrique : 30 États l'ont approuvée, 15 se sont abstenus, mais l'Érythrée et le Mali ont voté contre.

Figure 4 Le vote de l'Afrique sur la résolution de l'AGNU « Principes de la Charte des Nations Unies qui sous-tendent une paix globale, juste et durable »



Source : UNGA, 'Principles of the Charter of the United Nations underlying a comprehensive, just and lasting peace in Ukraine', 23 février 2023

Jusqu'à présent, les pays africains ont adopté des positions diverses à l'égard de la guerre. Un an plus tard, toutefois, les tendances se dessinent. La façon dont ils ont voté sur les six résolutions donnent un aperçu précieux des perspectives africaines sur la guerre en Ukraine. Tout d'abord, ils ont plus enclins à condamner la Russie sur la base des principes de la Charte des Nations. C'est ce qui ressort de leur soutien aux première, deuxième et quatrième et sixième résolutions. Toutefois, les résolutions prévoyant des mesures punitives à l'encontre de la Russie, telles que les troisième et cinquième résolutions, reçoivent peu de soutien de la part de l'Afrique. Mais la perspective africaine est beaucoup plus nuancée.

Selon les analystes de *Development Reimagined*, les perspectives africaines peuvent se regrouper en quatre grandes catégories¹⁵. La première comprend les pays qui ont voté contre la résolution par solidarité avec les préoccupations sécuritaires de la Russie, l'Érythrée en étant le meilleur exemple. La logique du vote de l'Érythrée a également été influencée par le fait qu'elle a été elle-même soumise à des sanctions occidentales. L'idée selon laquelle l'invasion de l'Ukraine relève exclusivement du revanchisme russe a été contestée par des experts en sécurité internationale de l'Occident. Hal Brands, professeur émérite Henry Kissinger à l'École des Hautes études internationales de Johns Hopkins, qui a écrit un article pour le *Washington Post* intitulé « *Russia is Right: The US Is Waging a Proxy War in Ukraine* »¹⁶. Comme le titre l'indique, Brands affirme que l'invasion n'est pas seulement un conflit entre Moscou et Kiev, mais que l'OTAN utilise également l'Ukraine comme mandataire contre la Russie.

La deuxième catégorie comprend des pays tels que l'Algérie, le Soudan et l'Ouganda, qui entretiennent des relations étroites avec la Russie et qui se sont toujours abstenus de voter contre toute résolution car ils reconnaissent que l'invasion russe viole les principes de base du Mouvement des non-alignés (MNA), notamment l'auto-détermination. À l'instar de Brands, les dirigeants de ces pays considèrent que la guerre est une politique menée par d'autres moyens et qu'elle s'inscrit dans le contexte de la concurrence entre la Russie, dotée de l'arme nucléaire, et l'axe euro-atlantique, qui compte plusieurs puissances nucléaires. La crainte d'une escalade vers la guerre totale se reflète dans la déclaration de l'UA et a été reprise dans les déclarations ultérieures des dirigeants et ambassadeurs de plusieurs pays africains¹⁷. Dans ce contexte, l'abstention est utilisée pour signaler la neutralité.

La troisième catégorie de pays africains qui se sont abstenus soulignent que les versions préliminaires ne mettaient pas l'accent sur la nécessité du dialogue et des négociations de paix. L'Afrique du Sud fait partie de ce camp. La sixième résolution adoptée le 23 février 2023 a suscité les mêmes critiques ; l'ambassadeur sud-africain à l'ONU, Mathu Joyini, aurait déclaré que la résolution « ne nous rapproche pas de la mise en place des fondements d'une paix durable et de la fin de la dévastation et de la destruction », affirmant que « ce dont nous avons besoin, c'est d'un engagement ferme et sans équivoque en faveur de la paix de la part de toutes les parties »¹⁸.

Certains pays membres du MNA ont voté en faveur de la plupart ou de la totalité des résolutions condamnant la Russie, notamment le Kenya et le Ghana. Le Ghana, par exemple, a cité l'article 2 de la Charte des Nations Unies pour justifier son appui à la résolution adoptée le 2 mars 2022¹⁹. L'article 2 s'oppose à la violation de la souveraineté

15 Hannah Ryder and Etsehiwot Kebret, "Why African Countries Had Different Views on the UNGA Ukraine Resolution, and Why This Matters", *CSIS*, 15 mars 2022, consulté le 11 mars 2023.

16 Hal Brands, "Russia Is Right: The U.S. Is Waging a Proxy War in Ukraine", *The Washington Post*, 10 mai 2022.

17 AU, "Statement from Chair of the African Union, H.E. President Macky Sall and Chairperson of the AU Commission H.E. Moussa Faki Mahamat, on the Situation in Ukraine", 24 février, 2022.

18 DW, "Ukraine: UN members endorse resolution to end war," DW, 23 février 2023, <https://www.dw.com/en/ukraine-un-members-endorse-resolution-to-end-war/a-64799465>.

19 UN, "Security Council Fails to Adopt Draft Resolution on Ending Ukraine Crisis, as Russian Federation Wields Veto", 25 février 2022.

d'un État membre. Harold Adlai Agyeman, l'ambassadeur du Ghana auprès de l'ONU, a condamné l'action militaire en la qualifiant de violation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Son homologue Kenyan, Martin Kimani, a réitéré l'importance du principe d'autodétermination, soulignant les injustices historiques commises à l'encontre des Africains²⁰. De même, à la suite du vote du 23 février 2023, Dr Korir Sing'oei, le secrétaire principal du ministère kenyan des Affaires étrangères et de la diaspora a déclaré que le pays avait adopté « une position soutenue, claire, sans ambiguïté et fondée sur des principes » concernant la guerre en Ukraine²¹.

Compte tenu de ce qui précède, il est facile de comprendre pourquoi, par exemple, l'Algérie, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Soudan et l'Ouganda se sont systématiquement abstenus. Alors que la Côte d'Ivoire, les Seychelles, le Liberia, le Malawi et le Niger ont approuvé les six résolutions, l'Érythrée a voté contre cinq d'entre elles, ne s'abstenant qu'une seule fois. À l'inverse, la Zambie et le Kenya ont approuvé cinq des 6 résolutions ; le Kenya s'est abstenu une seule fois et la Zambie a été absente une fois.

Malgré les tendances et la constance affichées par plusieurs pays, le dernier vote du 23 février 2023, a donné lieu à quelques changements notables. Madagascar a voté en faveur de la résolution, alors que le pays s'était abstenu lors de quatre des cinq votes précédents. Cette fois-ci, la porte-parole du gouvernement malgache a déclaré à RFI que leur vote était principalement motivé par le nécessité de faire respecter « le principe de l'intégrité territoriale des États souverains »²². Madagascar avait auparavant défendu ses abstentions comme étant basées sur la neutralité et le non-alignement mais il y a eu un glissement de la neutralité vers l'abstention pour l'adoption d'une position de principe, comme le Kenya²³.

Lors du vote du 23 février, le Mali est passé d'une abstention ou d'une absence à un vote contre la dernière résolution. Cette évolution vers un alignement plus étroit avec la Russie peut être comprise dans la perspective de son partenariat de sécurité avec Moscou. Début février, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avait effectué une visite au Mali, au cours de laquelle il s'était engagé à apporter un soutien militaire accru au Mali dans sa guerre contre les djihadistes²⁴.

Si les six résolutions de l'AGNU ont porté, d'une manière ou d'une autre, sur la fin de la guerre, la résolution du 23 février 2023 a mis l'accent sur le dénominateur commun sur lequel les dirigeants africains et nombre de leurs homologues étrangers s'accordent, à savoir la nécessité du dialogue et de la négociation pour « une paix juste et durable ».

20 Martin Kimani, "Amb. Martin Kimani's Full Speech on Russia-Ukraine Tension", *The Standard*, 21 février 2022.

21 Aggrey Mutambo, "Kenya, Uganda uphold opposite voting stances on Russia war", *The East African*, 24 février 2023, consulté le 11 mars 2023, <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/ukraine-war-kenya-uganda-uphold-opposite-stances-4136846>.

22 Teller Report, "War in Ukraine: How four African countries changed their vote at the UN", *Teller Report*, 24 février 2023.

23 Reuters, "Madagascar minister fired for voting against Russia's Ukraine annexation", *Reuters*, 19 octobre 2022.

24 Al Jazeera, "Russia's Lavrov vows aid for W Africa fight against armed groups", *Al Jazeera*, 8 février 2023.

Le vote d'un pays ne reflète pas son opinion morale mais ce que son vote semble signifier pour ses propres intérêts – il s'agit d'un calcul géopolitique et non d'un test moral

Les gouvernements africains ont des opinions variées sur l'invasion et ont évité un biais de récurrence. En même temps, leurs décisions peuvent peut-être s'expliquer en partie par la politique étrangère et la conscience des courants géopolitiques sous-jacents. Le vote d'un pays ne reflète pas son opinion morale, mais ce que son vote semble signifier pour ses propres intérêts – il s'agit d'un calcul géopolitique, et non d'un test moral.

Incidence sur la sécurité des personnes

Sall et Mahamat ont été parmi les premiers dirigeants à avoir rendu visite au président de la Russie Vladimir Poutine après l'invasion, afin de se concerter sur la pénurie mondiale de blé et d'engrais ; la Russie et l'Ukraine sont les principaux fournisseurs mondiaux. Les visites de Sall et de Mahamat s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés par le continent pour jouer un rôle beaucoup plus important dans les affaires internationales, comme l'a fait remarquer le Premier ministre éthiopien au sommet extraordinaire de l'UA, en février 2022²⁵.

L'insistance de l'Afrique pour être de plus en plus proactive dans les affaires mondiales résulte également de l'évolution des attitudes en matière de politique étrangère. Il s'agit d'un élément clé pour comprendre l'évolution des perspectives de l'Afrique, qui comprennent le retour de la *realpolitik* dans les décisions de politique étrangères, l'érosion de la confiance dans le leadership occidental et dans les institutions multilatérales, et une préférence pour l'ordre mondial multipolaire émergent.

On peut affirmer que, du point de vue africain, il y a très peu de différence entre le COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine. Comme ce fut le cas pendant la pandémie, les préoccupations mondiales concernant l'impact humanitaire des pénuries alimentaires et énergétiques consécutives à l'invasion russe étaient principalement dirigées vers l'Afrique. Pourtant, bien que dépendants de blé en provenance de l'Europe de l'Est, les pays africains ne sont pas complètement perdus sans ces importations contrairement à l'idée d'« insécurité alimentaire » véhiculée par les différents médias. Par exemple, les recherches montrent que si le blé représente un pourcentage important des importations agricoles de l'Afrique, il n'est principalement destiné qu'à cinq pays du continent²⁶.

25 Lenin Ndebele, "AU calls for permanent seats on UN Security Council", *News24*, 5 février 2022, consulté le 6 mars 2023, <https://www.news24.com/news24/africa/news/au-calls-for-permanent-seats-on-un-security-council-20220205>.

26 Development Reimagined, "The Russia-Ukraine War: A New Economic Crisis in Africa?", 20 mai 2022.

Figure 5 Les importateurs principaux de blé provenant d'Ukraine et de Russie – premiers importateurs de blé en Afrique (\$)



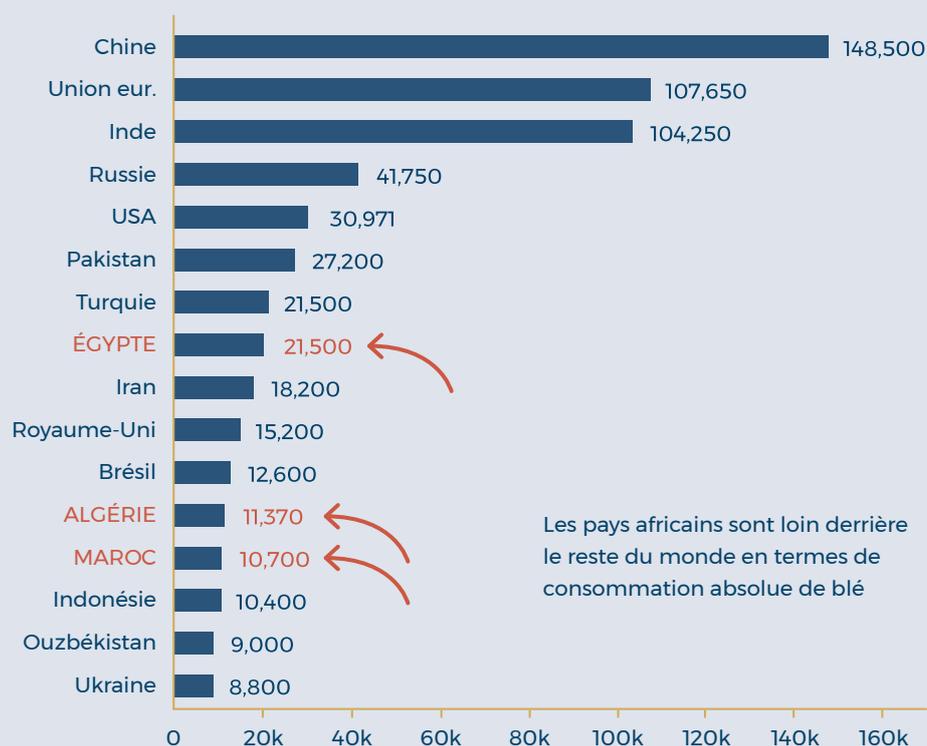
Source: Development Reimagined, "The Russia-Ukraine War: A New Economic Crisis in Africa?", May 20, 2022.

L'accord sur les céréales entre l'ONU et la Turquie annoncé en juillet 2022 a constitué une avancée significative pour la sécurité alimentaire mondiale²⁷, les prix du blé n'ayant cessé de baisser depuis lors. En octobre 2022, les prix étaient supérieurs d'environ 10 % aux niveaux d'avant l'invasion et avaient baissé d'environ 30 % par rapport à leur pic de mai 2022²⁸.

27 Laurence Girard, "Wheat prices fall after Black Sea grain export deal", *Le Monde*, 24 juillet 2022, consulté le 11 mars, 2023.

28 Laurence Girard, "Commodities: 'Wheat prices are falling and returning to levels from before the war in Ukraine'", *Le Monde*, 23 janvier 2023, consulté le 11 mars 2023, Trading Economics.

Figure 6 Pays africains : consommation absolue de blé



Source : Development Reimagined, "The Russia-Ukraine War: A New Economic Crisis in Africa?", 20 mai 2022

Comme l'a rapporté DW News²⁹, le premier navire chargé de céréales est parti pour l'Afrique le 16 août 2022. Jusqu'à cette date, 16 navires commerciaux chargés de céréales avaient quitté l'Ukraine pour d'autres régions du monde. Bien qu'il n'y ait pas eu d'attentes en matière de priorité, le retard de livraison de l'aide humanitaire à l'Éthiopie a suscité des critiques, l'ONU et les dirigeants du pays ayant fait valoir que l'accord sur les céréales était désespérément nécessaire pour éviter une catastrophe humanitaire en Afrique.³⁰ Le retard pourrait être interprété comme indiquant que l'Afrique est simplement utilisée comme outil politique, comme ce fut le cas pendant le COVID-19. Au moment où l'accord a été renouvelé en novembre 2022, la plupart des exportations de céréales ukrainiennes étaient parties vers l'Europe et l'Asie et il est apparu que la dépendance de l'Afrique à l'égard des exportations de céréales ukrainiennes était exagérée. Malgré la rhétorique diplomatique de Moscou, de Washington et des capitales européennes, c'est la combinaison des sanctions occidentales et de l'action agressive de la Russie qui est responsable des pénuries alimentaires et énergétiques mondiales³¹.

29 DW News, "Ukraine: First humanitarian grain ship leaves port," 16 août, 2022.

30 DW News, "Ukraine: First humanitarian grain ship".

31 Jon Ross, "US Sanctions on Russia will Lead to Global Food Disaster", *Asia Times*, 26 mai 2022.

Afrique, géoéconomie et évolution de la carte énergétique en Europe

Avec l'abandon progressif du pétrole et du gaz russes par l'Europe, Bruxelles a les yeux rivés sur l'Afrique, à la grande joie des pays riches en gaz tels que l'Algérie, le Nigeria, le Mozambique et, bien sûr, des pays comme le Maroc et le Niger, qui devraient percevoir des droits de transit sur les gazoducs à destination de l'Europe. Les questions de sécurité, la transition énergétique en cours et l'évolution des lois sur la gouvernance des ressources naturelles en Afrique sont quelques-unes des complications actuelles mais qui peuvent également être considérées comme des opportunités de renforcer la coopération dans les domaines de la sécurité et de l'énergie dans les relations entre Europe et l'Afrique.

Certains producteurs africains de pétrole et de gaz ont déjà commencé à augmenter leur production. La compagnie pétrolière publique du Mozambique prévoit de refinancer une participation dans un projet de gaz naturel offshore mené par la multinationale italienne de raffinage du pétrole, Eni³². Les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) à partir du bassin de Rovuma, dans la province de Cabo Delgado, ont commencé dans le but de tirer parti des prix records du gaz³³. Le Mozambique est destiné à devenir l'un des principaux exportateurs de GNL, dont une grande partie est destinée à répondre aux besoins de l'Europe³⁴.

Au Nord, le géant du gaz africain, l'Algérie, a accepté d'augmenter les livraisons de gaz à l'Italie³⁵. Pendant ce temps, le Nigeria et le Maroc accélèrent leurs efforts pour mettre en œuvre le gazoduc Nigeria-Maroc, qui comprend une trajectoire de 7 000 km à travers 11 pays d'Afrique de l'Ouest³⁶.

L'Algérie, le Niger et le Nigeria ont tenu des discussions en 2022 pour relancer le projet de gazoduc entre à travers le Sahara qui est à l'arrêt depuis longtemps. L'idée d'un gazoduc transsaharien, communément appelé NIGAL, a été avancée pour la première fois dans les années 1970. Compte tenu des événements récents de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, la perspective d'approvisionner le marché européen est encourageant³⁷.

Le NIGAL et le gazoduc entre le Nigeria et le Maroc font face aux mêmes défis. Le financement est incertain, malgré les études de faisabilité menées par les gouvernements marocains et tunisiens confirmant la viabilité des projets. Ensuite, le calendrier de réalisation ne correspond pas au calendrier de transition de l'Europe. Le deuxième défi est celui de la sécurité, de ses risques et de ses coûts. Les 11 nations situées le long de l'oléoduc Maroc-Nigeria connaissent une hausse des activités terroristes. L'oléoduc Algérie-Nigeria traverse le Sahel, épicerie du terrorisme en Afrique.

32 Carol Burkhardt and Jordan Yadoo, "Mozambique Hires SocGen to Help Refinance Stake in Eni Gas Plant", *Bloomberg*, 22 avril 2022.

33 Albert Nangara, "Mozambique Makes First Export of Liquefied Natural Gas", *The Exchange*, 19 novembre 2022.

34 AFP, "Mozambique Begins Liquefied Natural Gas (LNG)", *Gulf News*, 13 novembre 2022.

35 "Italy Signs Deal with Algeria to Increase Gas Imports", *Al Jazeera*, 11 avril 2022.

36 Harrison Edeh, "Nigeria, Morocco Sign MoU, Kickstart 7000km Gas Pipeline Project", *International Centre for Investigative Reporting*, 15 septembre 2022.

37 "Europe Turns to Nigeria to Fill the Gap in Gas Supply", *Africa News*, 12 avril 2022.

Bien que les pays européens se soient repliés sur le charbon et sur d'autres combustibles pour éviter une crise énergétique, les énergies vertes ont le vent en poupe. Sur ce front, des opportunités s'offrent aussi aux pays africains. En mars 2023, l'UE dévoilera sa loi sur les matières premières critiques, qui s'inscrit dans les efforts déployés par Bruxelles pour garantir l'approvisionnement de l'Union en matières premières telles que le lithium, le cobalt, le nickel, le manganèse et le graphite nécessaires aux véhicules électriques. La Russie est depuis longtemps le principal fournisseur de l'Europe en aluminium, en nickel, en cuivre, en cobalt, et en palladium³⁸.

L'énergie verte a le vent en poupe... Des opportunités s'offrent aussi aux pays africains

Fin janvier 2023, le commissaire européen Thierry Breton a encouragé les financiers européens à engager plus de fonds dans les minerais nécessaires à la transition énergétique³⁹. Les investissements dans l'exploration et l'exploitation minières devraient augmenter dans les pays africains qui disposent d'importantes réserves de ces minerais.

Il est important de souligner que ces investissements interviendront à un moment où les pays africains passent d'investissements uniquement dans l'extraction au raffinage local. Le gouvernement zimbabwéen a récemment interdit les exportations de lithium afin d'encourager le développement des capacités locales de traitement. De même, en 2018, la République démocratique du Congo (RDC) a adopté une loi minière désignant le cobalt, le coltan, le germanium et le lithium comme « minéraux stratégiques » et a augmenté les redevances de 2 % à 10 %. Avec environ 44,6 millions de tonnes de réserves de lithium confirmées, la RDC est en mesure de devenir un fournisseur majeur. Un cadre énergétique qui ne manque pas d'ambition permettrait de fusionner les besoins de sécurité énergétique des deux parties et de stimuler le développement de l'Afrique. L'investissement de l'Europe dans des projets gaziers pour ses besoins énergétiques à court terme inclurait alors le financement de centrales au gaz pour produire de l'électricité.

Le projet de GNL au Mozambique est un excellent exemple de l'incidence directe de l'insécurité sur les intérêts énergétiques de l'Europe. Depuis que l'émergence du terrorisme à Cabo Delgado a interrompu les opérations de TotalEnergies, l'UE a renforcé son assistance technique et financière pour la sécurité au Mozambique. Dans le cadre de la Facilité européenne pour la paix (FEP), l'UE a fourni 89 millions d'euros aux forces armées

38 Clara Denina and Pratima Desai, "EU Urges European Banks to Step up Funding for Critical Minerals", *Reuters*, 25 janvier 2023, consulté le 29 janvier 2023.

39 Denina and Desai, "EU Urges European Banks".

mozambicaines et 15 millions d'euros à la mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) au Mozambique. En décembre 2022, le Rwanda a reçu 20 millions d'euros pour soutenir le déploiement des troupes luttant contre le terrorisme à Cabo Delgado⁴⁰.

La FEP a été créée en 2021 après que l'UE a révisé sa stratégie de financement de ses efforts de sécurité à l'étranger. Ce remaniement a modifié la manière dont l'UE soutient les initiatives en faveur de la paix et de la sécurité en Afrique. Dans le passé, elle acheminait la plupart des fonds par l'intermédiaire des structures de financement de l'UA, mais de nouveaux outils permettent à l'UE de contourner l'UA et de financer directement les initiatives militaires nationales et sous régionales.

La FEP a été établie de bonne foi mais elle pourrait affaiblir le rôle de maintien de la paix de l'UA. En outre, comme la structure de financement a été fondamentalement modifiée pour faire de l'UE le décideur de l'attribution des fonds, les bénéficiaires potentiels (les gouvernements africains) se disputeront de plus en plus les ressources financières limitées destinées aux programmes d'entraînement et aux initiatives de soutien militaire. Cela pourrait malheureusement dresser les uns contre les autres des gouvernements déjà politiquement fragiles, alors qu'ils devraient au contraire collaborer pour lutter contre les menaces transnationales.

Alors que la FEP travaille au Mozambique, l'UE pourrait être confrontée à des contraintes dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest, où elle a également des intérêts énergétiques et où les préoccupations de l'Europe en matière de sécurité sont beaucoup plus importantes. Les pays de l'UE ont été des acteurs majeurs de la sécurité en Afrique de l'Ouest, travaillant avec les pays et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans la lutte contre le terrorisme, la piraterie, l'immigration illégale et d'autres crimes transnationaux. Toutefois, les prises de pouvoir militaires au Mali, en Guinée et au Burkina Faso ont mis à rude épreuve leurs relations politiques avec l'Europe. En outre, les juntes du Mali et du Burkina Faso se sont tournées vers la Russie en tant que partenaire de sécurité. Les combattants du groupe Wagner, lié au Kremlin, sont connus pour être actifs au Mali et maintenant également au Burkina Faso, selon le président ghanéen⁴¹.

L'influence de la Russie en matière de sécurité en Afrique de l'Ouest a été citée comme l'une des raisons de l'effondrement des partenariats bilatéraux et multilatéraux européens en matière de sécurité, tels que l'opération Barkhane, la force du G5 Sahel dirigée par la France et la Task Force Takuba, une force d'opérations spéciales dirigée par l'UE, qui ont toutes été expulsées du Mali et du Burkina Faso. Par conséquent, le type de soutien bilatéral et multilatéral apporté par l'FEP au Mozambique et à la SADC n'est pas réalisable en Afrique de l'Ouest, où le Mali, la Guinée et le Burkina Faso seront essentiels pour créer un environnement propice au développement du NIGAL et des oléoducs Maroc-Nigeria, et où

40 Théophile Niyitegeka, "EU Approves €20 Million to Support Rwanda's Deployment in Mozambique", *Igihe Network*, 1er décembre 2022.

41 John Irish, "Burkina Faso Aware of the Dangers of Wagner Force - France", *Reuters*, 16 décembre 2022.

il existe des intérêts communs en matière de sécurité, tels que le trafic d'êtres humains et de stupéfiants, ainsi que l'immigration clandestine. L'Afrique de l'Ouest montre pourquoi les dirigeants africains doivent non seulement affirmer leur souveraineté et leur liberté de traiter avec la Russie, mais aussi veiller à ce que leurs décisions ne soient pas contre-productives ou ne limitent pas leurs intérêts nationaux et régionaux en matière d'économie et de sécurité.

L'invasion de l'Ukraine a créé un scénario dans lequel la coopération énergétique pourrait renforcer les relations entre l'Afrique et l'Europe aux profit des deux régions

En résumé, l'invasion de l'Ukraine a créé un scénario dans lequel la coopération énergétique pourrait renforcer les liens entre l'Afrique et l'Europe aux profits des deux régions. Pour que cela se réalise, il faut un nouveau modèle de partenariat énergétique qui réponde aux besoins à court et à long terme des deux parties.

La priorité de Bruxelles de sécuriser sa chaîne d'approvisionnement de minerais peut aussi stimuler l'industrialisation en Afrique par le biais d'investissements dans les pays qui raffinent localement les minerais des batteries. Enfin, l'Europe et l'Afrique devraient revoir le cadre de leur partenariat en matière de sécurité afin de répondre aux préoccupations sécuritaires dans des régions comme le Mozambique, le Golfe de Guinée et le Sahel. Toute autre solution provoquera une répétition du modèle fondé seulement sur l'extraction, la norme depuis l'époque coloniale, et les relations entre l'Afrique et l'Europe subiront les critiques de leurs détracteurs, les accusant de manquer d'imagination.

Conséquences politiques et sécuritaires

Depuis l'invasion de l'Ukraine, les hauts responsables américains, chinois, russes et français multiplient les tournées en Afrique dans le cadre de ce que l'on peut considérer comme une offensive de charme mondiale⁴².

La multiplication des engagements diplomatiques témoigne de l'ampleur géopolitique de l'invasion et de la rivalité actuelle pour l'influence en Afrique dans le cadre plus large de la compétition entre grandes puissances. Parallèlement aux efforts diplomatiques, Washington et Moscou prennent déjà des mesures et des contre-mesures qui ont des répercussions sur la sécurité de l'Afrique, d'où la nécessité pour les dirigeants africains d'être plus prudents dans leurs décisions de politique étrangère.

42 Elliot Smith, "Top U.S., Chinese and Russian Officials Tour Africa as Global Charm Offensive Gathers Pace", VOA, 1er février 2023.

En juillet 2022, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov s'est rendu en Égypte, en Éthiopie, en Ouganda et en République du Congo pour renforcer le soutien à la Russie et promouvoir le récit de l'invasion par le Kremlin. Lavrov a dépeint la Russie comme une victime de l'agression occidentale tout en exonérant son pays de la responsabilité de la crise énergétique et alimentaire⁴³. Six mois plus tard, en janvier 2023, il était de retour sur le continent en Afrique du Sud, en Érythrée, en Angola et en Eswatini. De toute évidence, l'Afrique est une priorité pour Moscou. Plus qu'une simple promotion du point de vue de la Russie, ces visites s'inscrivaient dans le cadre de la préparation du deuxième sommet Russie-Afrique, qui s'est tenu à Saint-Petersbourg en 2022. Moscou considère l'Afrique comme un vecteur important de sa stratégie mondiale, et ce d'autant plus depuis l'invasion de l'Ukraine.

La visite de haut niveau du président biélorusse Alexandre Loukachenko au Zimbabwe à la fin du mois de janvier 2023 en a choqué plus d'un. M. Loukachenko n'avait pas beaucoup voyagé depuis le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, sauf parfois pour se rendre à Moscou. Les liens bilatéraux entre le Zimbabwe et la Biélorussie n'expliquent pas à eux seuls ce voyage. Malgré les informations faisant état d'accords de coopération agricole, il est préférable de replacer cet événement dans le contexte des efforts diplomatiques déployés par Moscou en Afrique. Le voyage de Loukachenko au Zimbabwe peut être interprété comme une démarche convenue avec Moscou dans le cadre de l'objectif stratégique de la Russie de renforcer ses liens avec l'Afrique. Le président Poutine est, bien entendu, occupé dans son pays, mais il était peut-être à la recherche d'une autre personnalité de haut rang à envoyer en Afrique après M. Lavrov. Loukachenko et Poutine coopèrent étroitement sur bien d'autres sujets que l'Ukraine. En tant que chef d'État, Loukachenko renforce les relations entre l'axe Biélorussie-Russie et l'Afrique.

Les discours de Lavrov et de Loukachenko étaient truffés de références à l'anticolonialisme, à la souveraineté et à l'anti-impérialisme, et l'on sait pourquoi. Les investissements étrangers directs (IED) provenant de Russie représentent moins de 1 % du total des flux d'IED vers l'Afrique. En fait, quatre pays seulement (l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et l'Afrique du Sud) représentent 70 % du total des échanges commerciaux de la Russie avec l'Afrique⁴⁴. Compte tenu de son empreinte économique limitée sur le continent, il n'est pas surprenant que la Russie se montre sentimentale dans sa communication avec l'Afrique ou à son sujet.

En ravivant les sentiments anticoloniaux et de guerre froide en Afrique, on détourne l'attention de la culpabilité de Moscou dans la crise alimentaire et énergétique qui a suivi son invasion de l'Ukraine. En outre, M. Lavrov – intentionnellement ou non – renforce l'idée de certains dirigeants africains selon laquelle l'invasion fait partie de la lutte de la Russie contre l'impérialisme occidental.

43 Vivian Yee, Anton Troianovski and Abdi Latif Dahir, "Russia Tells Famine-Fearing Africa It's Not to Blame for Food Shortage", *NYT*, 24 juin 2022.

44 Constantin Duhamel, "A 2023 Russia-African Trade Summary", *Russia Briefing*, 2 février 2022.

De plus, Moscou a intérêt à présenter son invasion comme une continuation ou un retour à la guerre froide, car cela encouragerait les pays africains à (ré)adopter une position de non-alignement et de neutralité et donc de s'abstenir d'adopter des résolutions de l'AGNU parrainées par l'Occident pour cibler le Kremlin.

Si son appel à l'Afrique est couronné de succès, la Russie peut éviter l'isolement et faire valoir que la façon dont l'Occident présente l'invasion est impopulaire en dehors de son propre territoire. C'est peut-être la raison pour laquelle Lavrov a loué les pays adoptant une position neutre, alors qu'en Angola, il a critiqué l'Occident et déclaré que Moscou appréciait la position équilibrée de l'Angola aux Nations Unies⁴⁵. La Russie n'a pas besoin de l'Afrique pour gagner l'aspect militaire de l'invasion mais elle a certainement besoin de l'Afrique pour ne pas perdre sur tous les fronts politiques et diplomatiques.

Les États-Unis ont également été actifs sur le continent, avec des visites de haut niveau en 2022 et en janvier 2023. Les diplomates de Washington semblent conscients des facteurs qui rendent l'Afrique réceptive à la stratégie de communication de Moscou.

Mais les signaux contradictoires laissent les Africains perplexes. En 2022, des diplomates américains de haut niveau, en Afrique dans le cadre d'une tournée d'écoute, ont suggéré aux dirigeants africains d'éviter certaines activités économiques avec la Russie. Au cours de cette tournée, Linda Thomas-Greenfield, l'ambassadrice des États-Unis auprès des Nations-Unies, par exemple, a mis en garde les gouvernements africains contre différentes « lignes rouges » à ne pas franchir dans les relations avec la Russie. L'ambassadrice a déclaré que les gouvernements africains pouvaient acheter des produits agricoles tels que des engrais et du blé mais les a mis en garde contre tout engagement avec la Russie dans les contextes sanctionnés car des mesures pourraient « être prises à leur encontre »⁴⁶. Le président de l'Ouganda Yoweri Museveni a répondu que, si le gouvernement américain voulait vraiment aider l'Afrique, « il devrait envisager de nous séparer des sanctions dans une guerre à laquelle nous ne participons pas ».

Le secrétaire d'État Blinken a adopté un ton plus diplomatique lorsqu'il s'est rendu en Afrique du Sud, en RDC et au Rwanda en août 2022⁴⁷. Avant sa visite, il aurait déclaré⁴⁸ :

« Les nations africaines ont été traitées comme des instruments du progrès des autres nations, plutôt que comme les auteurs de leur propre progrès... À maintes reprises, elles ont été invitées à choisir un camp dans des luttes entre grandes puissances qui semblent très éloignées des luttes quotidiennes de leurs peuples ».

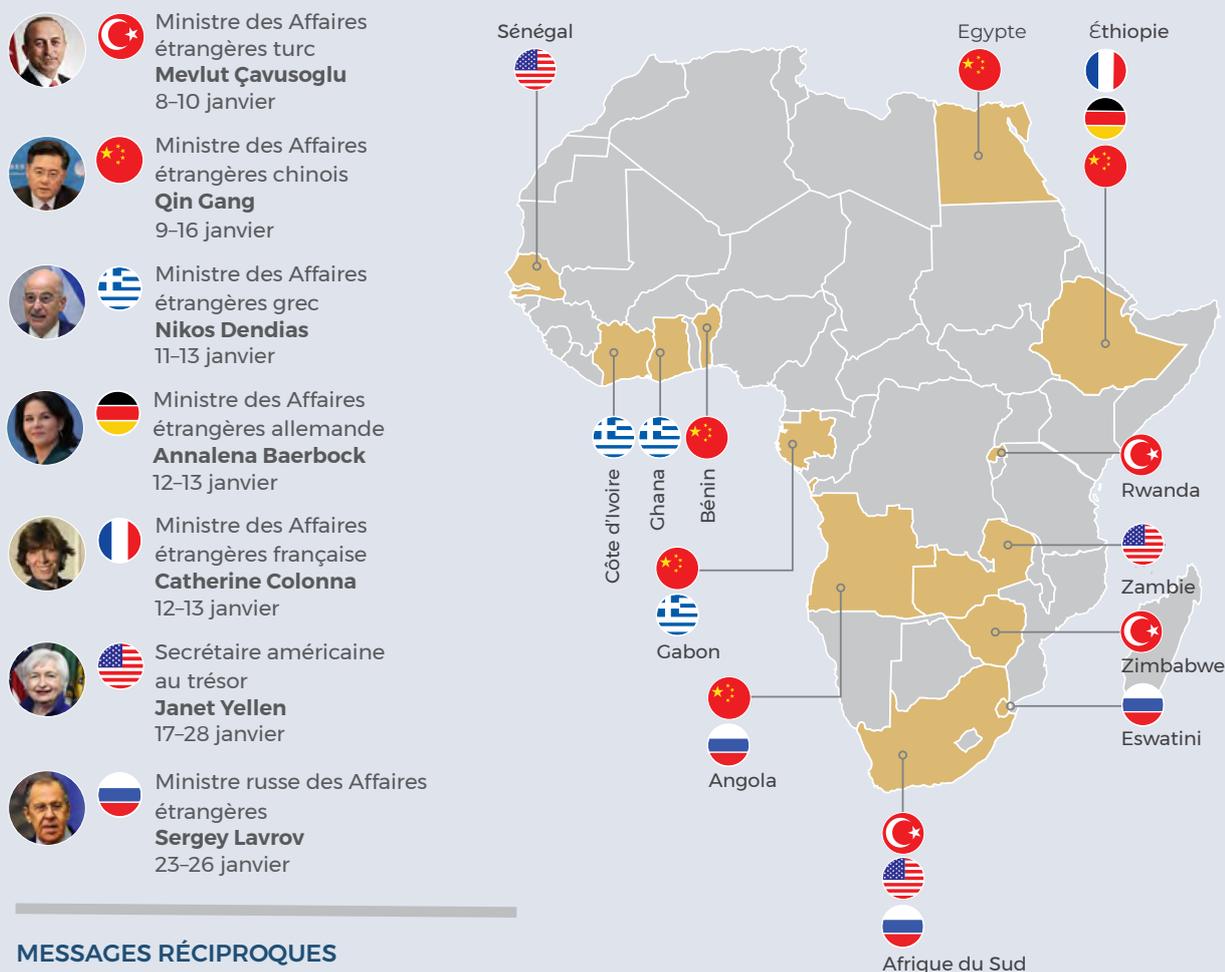
45 AFP, "Russia's Lavrov Blasts West in New Africa Tour", *The Citizen*, 26 janvier 2023.

46 Ruth Maclean, "A U.S. Diplomat Warns African Countries Against Buying Anything From Russia Except Grain and Fertilizer", *NYT*, 5 août 2022.

47 AP, "US Top Diplomat Blinken in South Africa on Africa Tour", *VOA*, 7 août 2022.

48 Lebo Diseko et Cecilia Macaulay, "Blinken Africa Trip: The World Should not Dictate to the Continent", *BBC*, 8 août 2022.

Figure 7 Visites diplomatiques des grands pays en Afrique en janvier 2023



Source: 'Diplomatic Visits to Africa, New Area of Global Power Rivalry', Anadolu Agency, 26 janvier, 2023.

Lors de son discours en Afrique du Sud, Blinken a accusé Moscou d'avoir une mauvaise influence sur plusieurs pays africains. Il a également affirmé que la Russie utilisait les liens sécuritaires et économiques ainsi que la désinformation pour saper les principes africains vis-à-vis de l'opposition africaine à l'invasion de l'Ukraine. Il a averti que le groupe Wagner n'était pas « un groupe de mercenaires comme les autres »⁴⁹.

Si Blinken a réfuté ce dont la Russie accuse l'UE, à savoir que États-Unis font pression sur l'Afrique, les mesures prises à Washington contrastent fortement avec son message en Afrique. La loi américaine sur la lutte contre les activités malveillantes de la Russie en Afrique charge le secrétaire d'État américain d'élaborer et de soumettre au Congrès américain une stratégie et un plan de mise en œuvre⁵⁰ soulignant les efforts déployés par les États-Unis pour contrer l'influence et les activités malveillantes de la Russie et de ses mandataires en Afrique, et poursuivre d'autres objectifs.

Adopté aux États-Unis en 2022, le projet de loi a été conçu pour contrecarrer les efforts de Poutine pour voler, manipuler et exploiter les ressources dans certaines parties de l'Afrique afin d'échapper aux sanctions, tout en sapant les intérêts des États-Unis, et pour soutenir l'Afrique et « protéger les personnes innocentes victimes des actions mercenaires russes en Afrique, en particulier en République centrafricaine et au Mali »⁵¹.

L'absence de définition claire de ce qui constitue des « activités malveillantes » est une des raisons pour lesquelles l'Afrique s'oppose au projet de loi. Des institutions, des analystes et des fonctionnaires africains ont suggéré que les États-Unis « sont manifestement mécontents de la façon dont tant de pays africains ont voté à l'AGNU et de leur position plutôt non alignée »⁵². L'Institut d'études de sécurité considère la réaction des États-Unis aux activités militaires russes en Ukraine comme le signe d'une sorte de nouvelle « psychose de la guerre froide », qui passe avant d'autres questions, comme la coopération économique bilatérale avec les homologues africains⁵³.

L'UA et la SADC se sont fermement opposées à l'adoption de la loi⁵⁴, qui est considérée comme un cadre législatif permettant d'utiliser les sanctions pour dissuader les pays africains de traiter avec la Russie.

L'antagonisme des États-Unis à l'égard de l'influence croissante de la Russie en Afrique est sans doute motivé par des considérations politiques. Pourtant, les dirigeants africains seraient négligents s'ils ne prenaient pas au sérieux les protestations de Washington. Parmi les raisons qui soutiennent la décision des États-Unis d'agir contre la Russie figurent les efforts présumés de Moscou pour corrompre des candidats aux élections à

49 Jennifer Hansler, "Blinken Draws Distinctions Between US and Russia as he Seeks to Make Case for US Partnership in Africa", *CNN Politics*, 8 août 2022.

50 US Senate, *Countering Malign Russian Activities in Africa Act*, H.R.7311.

51 "Meeks Statement on House Passage of the Countering Malign Russian Activities in Africa Act", *State Newswire*, 29 avril 2022.

52 Peter Fabricius, "US Debates Bill to Counter 'Malign' Russian Activities in Africa", *Institute for Security Studies*, 20 mai 2022.

53 Fabricius, "US Debates Bill".

54 Abayomi Azikiwe, "SADC Rejects Anti-Russian Bill In United States Congress", *Popular Resistance*, 3 septembre 2022.

Madagascar⁵⁵ et les activités de l'Association pour la libre recherche et la coopération internationale en Afrique. La BBC a suggéré dans un rapport de 2019 que des stratèges politiques russes ayant des liens possibles avec le Kremlin, qui se sont fait passer pour des touristes, ont pris contact avec au moins six candidats aux élections malgaches⁵⁶.

De même, l'ONU s'est alarmée de l'action du groupe Wagner en République centrafricaine (RCA). Une étude récente des partenariats de sécurité de la Russie avec le Mali et la RCA a conclu que⁵⁷

si l'utilisation opportuniste par Moscou de la diplomatie militaire privée lui a permis de prendre pied avec succès dans les pays partenaires, le manque de transparence des interactions, la portée limitée de l'impact et les coûts financiers et diplomatiques élevés révèlent les limites du partenariat pour relever les défis des hôtes africains en matière de paix et de développement.

La situation sécuritaire au Sahel et en Afrique centrale est désastreuse et nécessite des solutions multilatérales, qui prennent généralement la forme d'une intervention. Il s'agit soit d'une task-force ad hoc multinationale composée d'armées régionales, soit d'une opération de maintien de la paix du Conseil de Sécurité des Nations Unies, soit les deux, comme au Sahel où la force conjointe du G5 Sahel opère aux côtés de la mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations Unies au Mali. Les pays africains dépendent généralement de leurs partenaires occidentaux pour le financement des forces opérationnelle conjointes multinationales. Le régime militaire malien, soutenu par ses partenaires russes, ne s'oppose pas seulement à la mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations Unies, mais il a également cessé de coopérer avec la force conjointe du G5 Sahel. Les décisions de politique étrangère du Mali et du Burkina Faso sont également problématiques pour les solutions menées par l'Afrique, telles que l'Initiative d'Accra⁵⁸. Lancée en 2017, cette initiative est née du constat que les menaces sécuritaires auxquelles sont confrontés le Sahel et l'Afrique de l'Ouest sont transnationales, et nécessitent donc une réponse collaborative incluant les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Depuis, les coups d'État au Mali et au Burkina Faso – tous deux membres de l'Initiative d'Accra – ainsi que les inquiétudes concernant leur recours à des mercenaires russes, ont tendu leurs relations avec la CEDEAO et les pays de la région. Le sommet de l'Initiative d'Accra, qui s'est tenu en novembre 2022, s'est conclu par la recommandation des dirigeants des États membres de « prendre des mesures concrètes, notamment en matière de collecte de fonds, pour soutenir les pays gravement touchés par le terrorisme, tout en réaffirmant leur engagement à mobiliser les ressources locales nécessaires pour rendre

55 Gaelle Borgia, "Did Russia Meddle in Madagascar's Election?", *BBC*, 8 avril 2019.

56 Borgia, "Did Russia Meddle?".

57 Ovigwe Eguegu, "Russia's Private Military Diplomacy in Africa: High Risk, Low Reward, Limited Impact", *South African Journal of International Affairs*, 29 no. 4 (2022):445-462.

58 UNOWAS, "International Conference on the Accra Initiative", UNOWAS, 23 novembre 2022.

opérationnelle, dans un délai d'un mois, la force opérationnelle multinationale mixte de l'initiative d'Accra (MNJTF/AI) »⁵⁹.

L'initiative a suscité l'intérêt du Royaume-Uni et de l'UE qui ont affecté 550 millions de dollars pour rendre la MNJTF/AI opérationnelle⁶⁰. Toutefois, après l'expulsion des troupes françaises et européennes par le Mali et le Burkina Faso et leur rapprochement avec la Russie, l'Occident refusera de soutenir financièrement tout mécanisme de sécurité régionale qui inclurait le Mali et le Burkina Faso. Il est peu probable que la Russie intervienne pour combler le déficit financier. Il n'est donc pas surprenant que des mois après le sommet de novembre, peu de progrès aient été réalisés. Par ailleurs, l'UE a récemment alloué 25 millions d'euros d'aide humanitaire au Niger, un pays qui s'est imposé comme partenaire fiable de l'Europe dans la région⁶¹.

Les décisions de politiques étrangères du Mali et du Burkina Faso ne font pas qu'aliéner les partenaires européens, elles compliquent également le processus de mise en place d'un mécanisme régional efficace de sécurité et de réponse aux crises

Au bout du compte, la rivalité géopolitique entre les grandes puissances compromet déjà la paix et la sécurité en Afrique. Les décisions de politique étrangère du Mali et du Burkina Faso font plus qu'aliéner les partenaires européens, elles compliquent également le processus de mise en place d'un mécanisme régional efficace de sécurité et de réponse aux crises d'un point de vue financier, politique et opérationnel. Alors que Lavrov exhorte les dirigeants africains à ne pas tenir compte des « événements géopolitiques » dans les relations bilatérales avec la Russie⁶², ces deniers doivent se rappeler qu'une politique étrangère ne se formule pas dans le vide. Ils doivent faire face à un ensemble de réalités politiques mondiales difficiles et choisir avec soin entre les impératifs en concurrence.

Naviguer dans un contexte en évolution : Realpolitik, (non-)alignement et principes

La realpolitik – un terme inventé au XIXe siècle – fait son retour en réponse à l'invasion de l'Ukraine et à l'évolution de l'ordre mondial. L'invasion a forcé les pays à prendre position

59 UNOWAS, "International Conference on the Accra Initiative", UNOWAS, 23 novembre 2022.

60 APANews, "Accra Initiative look to check Burkina insurgency", APANews, 23 novembre 2022.

61 EU, "Niger Fact Sheet", EU, 14 mars 2023.

62 AFP, "Russia's Lavrov Blasts West in New Africa Tour", *The Citizen*, 26 janvier 2023.

et à expliquer leur position, et leurs décisions de politique étrangère ont été clairement exposées comme étant motivées par la *realpolitik*. L'invasion de la Russie a également accéléré le rythme de la compétition entre grandes puissances et poussé le monde vers une guerre froide, voire une guerre totale. Pour l'Afrique, ce contexte est porteur de risques et riche en complexité. Les pays africains semblent déjà enclins à adopter à nouveau le non-alignement mais un examen plus approfondi de l'histoire, de la situation de l'Afrique et du contexte géopolitique actuel suggère que les dirigeants africains devraient pécher par excès de prudence.

Les sanctions euro-américaines contre la Russie ont été conçues et appliquées de manière progressive afin de minimiser autant que possible les perturbations économiques pour leurs économies. L'UE a eu du mal à parvenir à un consensus sur l'élimination progressive des importations d'énergie russe, en partie à cause des préoccupations d'intérêt national soulevées par des pays tels que la Hongrie. Il est important de noter que, rompant avec le consensus de l'UE et de l'OTAN, la Hongrie a choisi de s'engager avec la Russie et de payer les livraisons de gaz en roubles.

Le calendrier ambitieux de l'UE a suscité l'inquiétude des pays membres quant à la sécurité énergétique. La course à l'approvisionnement en énergie alternative a tendu les relations entre l'Allemagne et la France, poussant le ministre français des Finances à appeler à une « réinitialisation » des relations franco-allemandes⁶³.

Les dissensions au sein de l'axe euro-atlantique ont atteint de nouveaux sommets en novembre 2022, alors que les hauts fonctionnaires européens ont accusé les États-Unis de « profiter de cette guerre »⁶⁴. Un haut fonctionnaire de UE a déclaré à Politico que « si l'on regarde les choses sobrement ce sont les États-Unis qui profitent le plus de cette guerre parce qu'ils vendent plus de gaz à des prix plus élevés, et parce qu'ils vendent plus d'armes.⁶⁵ »

La *realpolitik* est également évidente dans la décision de l'Inde de ne pas condamner ou isoler la Russie, le sous-continent invoquant sa sécurité nationale et ses intérêts stratégiques. L'Inde, partenaire proche des États-Unis et membre du dialogue quadrilatéral sur la sécurité, communique avec la Russie pour accélérer le paiement des exportations en roubles et en roupies, et avec la Chine pour activer le système de paiement interbancaire transfrontalier de Pékin afin de s'écarter du système SWIFT, qui a banni la Russie. Préoccupé par ces initiatives, le bloc euro-atlantique est désireux de reprendre l'Inde dans son camp.

Lors de la visite de la présidente de la Commission de l'UE Ursula Von Der Leyen, fin avril 2022⁶⁶, l'Inde et l'UE ont repris les négociations en vue d'un accord de libre-échange

63 Ania Nussbaum and William Horobin, "EU Energy Crisis Puts Spotlight on Franco-German Strains", *Bloomberg*, 20 octobre 2022.

64 Charles Harrison, "NATO Row as US Accused of 'Profiting From Ukraine War' While EU Flounders Over Gas Prices", *Express*, 26 novembre 2022.

65 Harrison, "NATO Row as US Accused".

66 India News, "EU Wakes Up, Moves on FTA with India", *Hindustan Times*, 12 avril 2022.

en suspens depuis 2013. Leur intention est de parvenir à un accord fin 2023 ou début 2024⁶⁷. Entretemps, le président américain a invité le premier ministre indien Narendra Modi pour une visite d'État au cours de l'été 2023 aux États-Unis. On s'attend à ce que le président Biden fasse la cour à son homologue indien dans le cadre du G20 que Modi présidera⁶⁸.

L'attention et les perspectives diplomatiques qui ont suivi les critiques initiales de l'Occident à l'égard de l'Inde ont conduit certains observateurs à faire l'éloge et même à recommander la politique étrangère de l'Inde qui est décrite comme une combinaison de multi-alignement et de neutralité⁶⁹. Le Dr Sankaran Kalyanaraman du MP-IDSA, un important groupe de réflexion indien sur la politique de défense, a critiqué le concept de multi-alignement⁷⁰ car il signifierait de s'aligner sur deux ou sur toutes les parties (blocs) d'une rivalité, d'un conflit ou d'une lutte pour l'influence. Une telle idée, aussi intelligente qu'elle puisse paraître, n'est pas praticable en tant que politique. Lorsque deux ou plusieurs parties s'affrontent, comment s'aligner sur les deux ou sur toutes ? Cela signifierait, par exemple, participer à des mesures coercitives (militaires et non militaires) contre le pays ou le bloc A qui sont coordonnées par le pays ou le bloc B d'une part, tout en participant à des mesures coercitives contre B qui sont coordonnées par A, d'autre part.

Indépendamment de la critique ci-dessus, les différences de statut géopolitique, de relations avec des puissances concurrentes et de capacité des États signifient que les pays africains ne peuvent pas simplement adopter l'approche de l'Inde. De même, l'adoption du non-alignement n'éviterait pas le risque de devenir le « terrain fertile d'une nouvelle guerre froide » et ne permettrait pas de travailler avec tous les partenaires, comme l'a déclaré Sall, le président de l'UA.

L'époque de la guerre froide a été marquée par des conflits dans de nombreux pays du Mouvement des pays non alignés, y compris en Afrique. Beaucoup de pays du MNA ne l'étaient pas dans la pratique, par nécessité ou par coercition. Si l'objectif était d'éviter de choisir de se soustraire aux conflits, il est clair que cela n'a pas fonctionné. Le choix de l'Afrique du sud d'accueillir un exercice naval conjoint avec la Chine et la Russie le jour du premier anniversaire de l'invasion de l'Ukraine remet en question l'aspect pratique du non-alignement⁷¹.

La dépendance des pays africains à l'égard des partenariats, pour atteindre leurs objectifs fondamentaux en matière d'économie, de sécurité et de développement, les rend vulnérables à la persuasion. Si l'idéologie était persuasive pendant la guerre froide, la promesse de milliards de dollars d'investissements pourrait faire de même cette fois-ci.

67 Karunjit Singh, "India, EU to Hold Talks on FTA in June, set 2023-2024 Target", *The India Express*, 30 avril 2022.

68 PTI, "Joe Biden Invites PM Modi for State Visit to US this Summer", *Oneindia*, 2 février 2023.

69 Bejoy Sebastian, "India's Multi-Alignment: The Origins, the Past, and the Present", *Modern Diplomacy*, 9 juin 2021.

70 Abhijit Matele, "What is 'Multi-Alignment' and How it is Different From 'Non-Alignment'? Is India Moving Towards 'Multi-Alignment' in the Current Context?", MP-IDSA, 2 décembre 2015.

71 Carien du Plessis, "South Africa Defends Planned Military Drills with Russia and China", *Reuters*, 24 janvier 2023.

Des puissances concurrentes ont mis l'Afrique à l'honneur dans leurs programmes phares : le Partenariat pour l'infrastructure et l'investissement au niveau mondial du G7, le Portail mondial de l'UE et l'Initiative route et ceinture et l'Initiative pour le développement mondial de la Chine.

Les intérêts nationaux pourraient expliquer la réticence à condamner la Russie, partenaire solide en matière de sécurité et principal fournisseur d'armes de plusieurs pays africains

Les intérêts nationaux pourraient expliquer la réticence à condamner la Russie, partenaire solide en matière de sécurité et principal fournisseur d'armes de plusieurs pays africains, notamment l'Algérie, le Mali et la RCA. Si l'abstention n'est pas un alignement, le pouvoir des intérêts nationaux ne peut pas être sous-estimé. Les pays africains ne parviennent pas toujours à atteindre le seuil d'autosuffisance qui leur permettrait de résister à la coercition et à la persuasion des grandes puissances.

Il est peu probable que les 55 États membres de l'UA adoptent ou pratiquent systématiquement le non-alignement. Un scénario probable serait celui où certains pays seraient alignés, d'autres non alignés, tandis que d'autres oscilleraient entre deux positions.

Les États africains doivent répondre à deux grands impératifs. Tout d'abord, ils doivent empêcher que tout alignement secret ou manifeste ne sape la stabilité mondiale et régionale. Et puis, ils doivent être en mesure d'entretenir des liens parallèles avec toutes les grandes puissances afin d'approfondir le multilatéralisme et de renforcer la sécurité, d'accroître le développement économique et de faire face aux menaces existentielles comme le changement climatique.

La guerre froide a donné naissance à un autre concept que les pays africains pourraient utilement intégrer dans leur politique étrangère en plus du non-alignement. Le concept de sécurité indivisible est né en Europe pendant la guerre froide. L'expression « indivisibilité de la sécurité en Europe » a été incorporée dans l'Acte final d'Helsinki de 1975⁷².

Ce concept affirme de manière générale que la sécurité d'un État est indispensable à celles des autres États de sa région. La Charte européenne de sécurité, signée à Istanbul en novembre 1999, et la déclaration d'Astana, signée en décembre 2010, ont toutes deux réitéré l'importance de ce concept, en stipulant que les États ne renforceront pas

72 Polina Ivanova and John Paul Rathbone, "What is 'Indivisible Security'? The Principle at the Heart of Russia's Ire Against NATO", *Financial Times*, 7 février 2022.

leur sécurité au détriment de celle des autres. Mais les deux sommets ont également répété qu'aucun état ou groupe d'États ne peut considérer une partie de « la zone de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe comme sa sphère d'influence »⁷³.

Ces directives sont précisément les dénominateurs communs sur lesquels les pays africains peuvent s'entendre pour éviter de devenir un champ de bataille pour les grandes puissances. Par exemple, si le Mali et la RCA affirment que l'emploi du groupe Wagner sert leurs intérêts en matière de sécurité nationale, leurs décisions sur les initiatives multilatérales régionales en matière de sécurité ont une incidence perturbatrice. De plus, les deux pays peuvent faire valoir que leur emploi de Wagner ne signifie pas un alignement avec la Russie mais qu'elle place leurs régions respectives (l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale) sur le radar des rivaux euro-atlantiques de la Russie. Une combinaison de non-alignement et de sécurité indivisible permettrait aux pays africains d'inverser et de gérer les perturbations. L'un des principes de Bandung, qui a inspiré le MNA, est de s'abstenir de « recourir à des arrangements de défense collective pour servir des intérêts particuliers de l'une ou l'autre grande puissance »⁷⁴. Alors que beaucoup de pays du MNA se préparent pour le sommet qui se tiendra en Ouganda plus tard en 2023, il convient de leur rappeler leur engagement à ne pas devenir les mandataires de grandes puissances concurrentes.

Alors que de nombreux pays du MNA se préparent pour le sommet qui se tiendra en Ouganda plus tard en 2023, il convient de leur rappeler leur engagement à ne pas devenir les mandataires de grandes puissances concurrentes

Sans déclarer officiellement le « non-alignement », les positions de la plupart des pays du monde reflètent ce sentiment. Même les pays de l'alliance américaine sont prêts à faire des déclarations communes à l'ONU mais refusent de prendre des mesures unilatérales contre la Russie⁷⁵.

La combinaison du non-alignement et de la sécurité indivisible n'est pas qu'un rejet du dilemme Est-Ouest pour les Africains mais elle leur permet de sauvegarder les intérêts nationaux et régionaux de manière efficace et pérenne.

73 Ivanova and Rathbone, "Indivisible Security"

74 South Centre, "Non Aligned Movement and Bandung Principles as Relevant Today As Ever: South Centre" South Centre, 1 mai 2017.

75 Krisztina Than, Gergely Szakacs and Nina Chestney, "Breaking Ranks with EU, Hungary Says Ready to Pay for Russian Gas in Roubles", *Reuters*, 6 avril 2022.

Conclusion

Le monde se trouve à un point d'inflexion. Lorsque les historiens du futur se pencheront sur les décisions des États africains pendant la période qui a suivi l'invasion russe de l'Ukraine, ils ne s'intéresseront pas seulement la manière dont ils ont réagi mais à la compétition au sens élargi entre les grandes puissances dans laquelle elle s'inscrivait.

L'histoire n'a pas commencé le jour de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, et certaines réactions africaines ont su éviter le biais de récurrence qui a en a mené d'autres à affirmer que l'invasion avait été provoquée.

À l'inverse, les perspectives africaines reflètent également l'engagement à défendre les principes de souveraineté et d'intégrité territoriales. La position générale de l'Afrique sur le vote de l'AGNU condamnant l'invasion russe rappelle brutalement que de nombreux pays du continent privilégient la position du non-alignement et cherchent à sauvegarder leurs intérêts comme le font habituellement les États.

L'invasion a eu une incidence majeure sur la sécurité alimentaire et énergétique mondiale, mais l'exposition de l'Afrique est à nuancer, le blé représente un pourcentage important des importations agricoles africaines mais 90 % des importations ne sont destinées qu'à 5 pays d'Afrique. Toute l'Afrique a souffert de la flambée mondiale des prix du blé causée par la réduction de l'offre mondiale. Pour le continent, il s'agissait plus d'un problème d'accessibilité financière que de disponibilité, mais quoi qu'il en soit, le choc causé par l'invasion a souligné la nécessité pour les gouvernements, notamment en Afrique, de concevoir des systèmes alimentaires et énergétiques efficaces, résilients et adaptés au contexte. Des partenaires bilatéraux et multilatéraux productifs peuvent renforcer les efforts à cet égard et aider le continent à atteindre des objectifs nationaux et régionaux plus larges en matière d'économie, de sécurité et de développement.

L'Afrique étant à nouveau au centre de l'attention des grandes puissances, il ne faut pas manquer l'occasion d'améliorer les partenariats existants. Comme l'a déclaré Sall à l'AGNU en 2022, l'Afrique a l'intention de travailler avec tous les partenaires. Cela signifie que les gouvernements africains doivent marcher sur la corde raide diplomatique et garder l'équilibre entre principes et intérêts. La consécration des principes de non-alignement et de sécurité indivisible de leurs stratégies d'engagement avec des puissances concurrentes permettra aux pays africains de réussir cet exercice d'équilibre.

Si elles ne comprennent pas les attitudes des capitales africaines en matière de politique étrangère, les grandes puissances auront du mal à atteindre les objectifs dans ce domaine avec leurs partenaires africains. De même, les dirigeants africains doivent revoir leur politique étrangère pour tenir compte de la marge de manœuvre de plus en plus réduite dont ils disposent pour faire des erreurs de calcul dans leur numéro d'équilibre géopolitique, car ces erreurs coûtent cher à leurs pays et à leurs régions. L'impact des décisions prises aujourd'hui, que ce soit en Afrique ou à l'encontre de l'Afrique, aura une portée considérable dans l'avenir.

Auteur

Ovigwe Eguegu

est analyste politique à *Development Reimagined*. Il se concentre sur la géopolitique de l'Afrique dans un ordre mondial en mutation. Plus précisément, il analyse la manière dont la politique des grandes puissances affecte les développements régionaux, avec un accent particulier sur la sécurité régionale/internationale, les institutions, les coalitions, les alliances et les initiatives. Ses écrits sont régulièrement publiés dans *The Diplomat*, *China Global South Project*, *The Africa Report* et d'autres médias internationaux, et il est apparu sur Al Jazeera, TRT World, CGTN, DW News et BBC Radio.

Remerciements

Le SAIIA remercie vivement le bailleur de fonds souhaitant rester anonyme pour le soutien qu'il a apporté à cette publication.

À propos du SAIIA

Le SAIIA est un groupe de réflexion indépendant et non gouvernemental dont les principaux objectifs stratégiques sont d'apporter une contribution efficace aux politiques publiques et d'encourager un débat plus large et mieux informé sur les affaires internationales, en mettant particulièrement l'accent sur les questions et les préoccupations africaines.

Les articles occasionnels du SAIIA présentent des analyses incisives d'actualité, offrant une variété de perspectives sur des questions politiques clés en Afrique et au-delà.

Image de couverture

Un homme pose avec un sac de farine de blé dans un magasin de Kigali, au Rwanda, le 23 mars 2022. Le prix de la farine de blé a considérablement augmenté avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, alors que le Rwanda importe 64 % de son blé de Russie, selon le Premier ministre rwandais. Le prix d'un sac de 25 kilogrammes de farine de blé s'élève désormais à 25 000 francs rwandais (environ 24 dollars). (Simon Wohlfahrt/AFP via Getty Images)

Tous droits réservés. Les droits d'auteur appartiennent au SA *Institute of International Affairs* et aux auteurs, et ce document ne peut être reproduit en tout ou en partie sans l'autorisation expresse, par écrit, de l'éditeur.

Veuillez noter que toutes les devises sont exprimées en dollars américains, sauf indication contraire.



Jan Smuts House, East Campus, University of the Witwatersrand
PO Box 31596, Braamfontein 2017, Johannesburg, South Africa
Tel +27 (0)11 339-2021 · Fax +27 (0)11 339-2154
www.saiia.org.za · info@saiia.org.za